

# Rouges de colère

*La grève étudiante de 2012 au Québec et à Québec*

**Maxim Fortin**

Mémoire déposé à l'Association des étudiantes et étudiants en sciences sociales de l'Université Laval

18 octobre 2012

Version finale

*Toute l'histoire des progrès de la liberté humaine démontre que chacune des concessions qui ont été faites à ses nobles revendications ont été conquises de haute lutte. Là où il n'y a pas de lutte, il n'y a pas de progrès. Ceux qui professent vouloir la liberté, mais refusent l'activisme sont des gens qui veulent la récolte sans le labour de la terre, la pluie sans le tonnerre et les éclairs: ils voudraient l'océan, mais sans le terrible grondement de toutes ses eaux.*

- Frederick Douglass, Mémoires d'un esclave.

*Quelque critiques que puissent être la situation et les circonstances où vous vous trouvez, ne désespérez de rien; c'est dans les occasions où tout est à craindre, qu'il ne faut rien craindre; c'est lorsqu'on est environné de tous les dangers, qu'il n'en faut redouter aucun; c'est lorsqu'on est sans aucune ressource, qu'il faut compter sur toutes; c'est lorsqu'on est surpris, qu'il faut surprendre l'ennemi lui-même.*

- Sun Tzu, L'art de la guerre.

*On va gagner parce qu'on est plus que toi!*

- Mise en demeure, G-20.

# Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Introduction</b>                             | <b>4</b>  |
| <b>Vers la grève...</b>                         | <b>5</b>  |
| 1625\$ de hausse, ça ne passe pas...            | 5         |
| Le mouvement étudiant au Québec                 | 6         |
| Le Québec des années 2000: la «grande tiédeur»  | 8         |
| Le fameux «mystère Québec»                      | 10        |
| Une nouvelle vague de contestation              | 11        |
| <b>La grève</b>                                 | <b>15</b> |
| <b>Analyse du conflit étudiant</b>              | <b>21</b> |
| La démocratie directe                           | 21        |
| L'action directe                                | 22        |
| Le soutien populaire et l'«opinion publique»    | 22        |
| Le conflit étudiant et les médias               | 23        |
| Féminisme et place des femmes dans le mouvement | 25        |
| La répression                                   | 26        |
| Les élections                                   | 27        |
| <b>Conclusion</b>                               | <b>28</b> |

# Introduction

Le 13 février 2012, les étudiants et les étudiantes de l'Association des chercheurs et chercheuses en sociologie de l'Université Laval, du Mouvement des étudiants en service social de l'Université Laval et de l'Association Facultaire des Étudiants en Arts de l'UQAM déclenchèrent la dixième grève générale étudiante de l'histoire du Québec. En lutte contre une hausse des droits de scolarité de 1625\$ étalée sur cinq ans, ce mouvement de grève prendra peu à peu une envergure nationale au point de plonger le Québec dans une ébullition socio-politique inédite depuis le Front commun de 1972. Le «Printemps érable» ou «Printemps québécois», finira par coaliser une multitude de forces progressistes et populaires contre le gouvernement Charest et le Parti libéral du Québec dans un combat épique que le journal britannique *The Guardian* qualifiera de «plus grande opposition au néolibéralisme du continent» (Martin Lukacs, *The Guardian*, 2 mai).

Ni thèse, ni essai, ni exercice de théorisation à outrance, ce mémoire se veut une tentative de retracer le fil des événements, de donner la parole à des acteurs qui les ont rendus possibles et de replacer dans son contexte cette grève historique, la plus longue jamais menée par le mouvement étudiant au Canada. Une attention particulière sera portée aux phénomènes et événements touchant davantage la région de Québec dans la mesure où l'auteur de ces lignes a pu observer cette mobilisation depuis Québec, ce qui ne l'a pas empêché de participer à plusieurs événements dans la métropole et en région. De plus, comme ce mémoire sera remis à l'Association des étudiantes et étudiants en sciences sociales de l'Université Laval (AESS-UL), il a aussi pour objectif de préserver la mémoire institutionnelle des associations ayant fait grève à l'Université Laval.

Par ailleurs, grâce à une série d'entretiens de type semi-directif réalisés du 9 au 15 septembre 2012, ce texte accordera une place non-négligeable aux réflexions, commentaires et perceptions de onze militants et militantes de Québec ayant participé à la mobilisation. Ces informations viendront évidemment s'ajouter à celles obtenues par l'entremise d'une classique recherche documentaire.

# Vers la grève...

## *1625\$ de hausse, ça ne passe pas...*

Les droits de scolarité au Québec sont les plus bas au Canada, c'est bien connu. En 2011-2012, un étudiant québécois devait déboursier environ 2520\$ pour une année universitaire alors que la moyenne canadienne tourne autour de 5313\$ ([www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca)). La situation est encore pire aux États-Unis. Ces informations sont souvent bien connues du grand public et la comparaison entre les droits de scolarité au Québec et ceux des autres provinces est régulièrement reprise dans les médias. Ce qui est moins souvent mentionné, c'est que plusieurs pays dans le monde n'imposent pas de droits de scolarité. C'est notamment le cas de la Finlande, la Suède, la Norvège, le Danemark, le Mexique et l'Écosse. Par ailleurs, dans certains pays où de tels frais existent, ceux-ci sont nettement plus bas (France, Autriche, Suisse, Belgique, Espagne, etc.)

Notre système d'éducation s'est structuré à la suite de la Commission et du Rapport Parent (1963-1964). Le sociologue Guy Rocher a participé à cette commission. Il affirme qu'au «moment de la Révolution tranquille et depuis celle-ci, la gratuité des études jusqu'au cégep a été instituée et maintenue dans un but de justice sociale [...] Le même idéal de justice et d'équité a motivé le gel des frais de scolarité au niveau universitaire» (Rocher in Martin et Ouellet, 2011:125). Maintenir les frais de scolarité les plus bas possible est donc une façon de poursuivre l'objectif initial de démocratisation de l'éducation.

Le 17 mars 2011, le ministre libéral Raymond Bachand présente son budget et annonce que son gouvernement va dégeler les frais de scolarité. La hausse sera salée: une augmentation de 1625\$ étalée sur cinq ans ce qui représente un bond de 75%. Ayant rencontré peu de résistance lors du dégel de 2007 (50\$ par session jusqu'en 2011), le PLQ récidive et n'y va pas avec le dos de la cuillère. Plusieurs autres mesures impopulaires font partie de ce budget, entre autres, la Taxe santé de 200\$ par citoyen. Face aux critiques, le ministre Bachand répond que son budget amène une «révolution culturelle» qui permettra au Québec de retrouver la voie de l'équilibre budgétaire.

Selon plusieurs, il est normal que les étudiants paient davantage pour leurs études, car il s'agit d'un «investissement». Nous reviendrons plus tard sur le biais idéologique sous-tendant cette affirmation. Pour l'instant, concentrons-nous sur la capacité de payer de la population estudiantine. Une étude publiée en 2010 par la Fédération étudiante uni-

versitaire du Québec démontre «que le revenu médian des universitaires est de 12 200\$ par année. Après avoir payé les frais de scolarité (la facture médiane en 2009 était de 2 600\$ par année), il ne reste que 9600\$. Une augmentation de 1625\$ des frais de scolarité représenterait donc une compression de 17% des revenus disponibles — on se demande bien comment les étudiant-e-s vont manger dans 5 ans, considérant que le coût de la vie augmente considérablement dans tous les secteurs. Pour y arriver, les étudiant-e-s devront donc travailler l'équivalent de 162 heures supplémentaires à 10\$/h» (FEUQ, 2010). Le gouvernement libéral se défend d'appauvrir les étudiants, de les pousser à trop travailler ou à décrocher en clamant haut et fort qu'il va bonifier les prêts et bourses via l'Aide financière aux études (AFE). Cependant, «la grande majorité des jeunes provenant de familles à revenu modeste et médian resteront exclu-e-s de cette bonification. L'effet sera d'autant plus dramatique que plus de 40% des parents, indépendamment de leurs revenus, n'aident pas financièrement leurs enfants durant leurs études» (FEUQ, 2010).

Un autre argument couramment utilisé pour justifier la hausse est le sous-financement des universités. Or, en «regardant de plus près, on constate que le sous-financement est, en fait, un malfinancement dû au fait que l'on assigne désormais à l'université des fonctions de développement économique qui sont étrangères à sa mission fondamentale» (Martin et Ouellet, 2011:27). Comme le mentionne les deux politologues: «[l']évolution récente du capitalisme a fait en sorte que, pour obtenir des gains de productivité, a) l'université doit renier sa mission fondamentale pour devenir un centre d'optimisation et d'innovation de la production capitaliste et b) l'ensemble de la société et des processus de production doivent être soumis à l'intervention des sciences sociales et de la technoscience pour tayloriser (le mot est faible) et huiler la gigantesque chaîne de montage (fût-elle «numérique») à laquelle on souhaite réduire la société» ( Martin et Ouellet, 2011:113). Bref, c'est à une véritable «mise au pas» de l'université que nous assistons, une soumission/adaptation de celle-ci aux besoins du marché. Les études deviennent un investissement, le savoir une marchandise. Et une marchandise, ça se paye...

### *Le mouvement étudiant au Québec*

Le mouvement étudiant est un acteur socio-politique incontournable au Québec depuis la fin des années 60'. À dix reprises, il est parvenu à lancer des mouvements de grève générale (1968, 1974, 1974, 1978, 1986, 1988, 1990, 1996, 2005 et 2012) accumulant gains, victoires et défaites. La plupart de ses combats ont tourné autour de l'accessibilité des études, l'amélioration des conditions de vie de la population étudiante, la reconnaissance des associations étudiantes et de leurs droits, le droit à une éducation humaniste et non-

soumise aux aléas du marché, etc. Pour une analyse plus complète de l'histoire du mouvement étudiant québécois, vous pouvez consulter le livre de Benoît Lacoursière *Le mouvement étudiant au Québec: de 1983 à 2006* (Lacoursière, 2007).

Quatre organisations représentent les associations étudiantes au niveau national: l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ). Certaines associations demeurent indépendantes et ne font partie d'aucun de ces regroupements.

L'ASSÉ est une organisation étudiante fondée en 2001. Elle se bat pour le droit à une éducation «gratuite, publique, accessible, laïque et de qualité, libre de toute forme de discrimination» ([www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)). L'ASSÉ se réclame de la tradition du «syndicalisme de combat», un concept popularisé par Jean-Marc Pottle, intellectuel et militant québécois. Le syndicalisme de combat prône, entre autres choses, une critique de l'idéologie dominante capitaliste, la construction d'un rapport de force favorable aux classes populaires, la lutte pour l'obtention de meilleures conditions matérielles, etc. Cette organisation est l'héritière idéologique et politique de l'Union Générale des Étudiants du Québec (UGEQ), de l'Association Nationale des Étudiantes et des Étudiants du Québec (ANEEQ) et du Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE). En prévision du conflit à venir, l'ASSÉ créa à l'automne 2011 la Coalition large de l'ASSÉ, communément appelée, la CLASSE. Tout au long du conflit, Gabriel Nadeau-Dubois, Jeanne Reynolds et Camille Robert agirent en tant que porte-parole de l'ASSÉ et de la CLASSE bien que Gabriel Nadeau-Dubois quitta ses fonctions au mois d'août 2012. L'ASSÉ représente plus de 60 000 étudiants du secteur collégial et universitaire. Elle est à l'origine du mouvement de grève de 2005 et de 2012.

La FEUQ est une fédération étudiante fondée en 1989. Elle est constituée de 15 associations membres et représente plus de 125 000 étudiants. La mission de la FEUQ est de «représenter, par l'intermédiaire de ses associations membres, les étudiants universitaires afin d'étudier, de promouvoir, de protéger et de développer leurs intérêts ainsi que leurs droits académiques, sociaux, culturels et économiques» (<http://feuq.qc.ca>). C'est la plus grande organisation étudiante au Québec. Martine Desjardins, présidente de la fédération, fut aussi porte-parole de l'organisation et membre de son comité de négociations du début jusqu'à la fin de la grève. Il est de notoriété publique que la FEUQ prône une approche plus centrée sur le lobbying, la concertation et le compromis que l'ASSÉ. Des rivalités historiques existent entre ces deux organisations.

La FECQ fut fondée en 1990 et représente plus de 80 000 étudiants. Elle «défend les droits et intérêts des étudiants, notamment auprès des gouvernements, des intervenants du domaine de l'éducation et des intervenants de la société civile» (<http://fecq.org>). Léo Bureau-Blouin agit en tant que président, porte-parole et négociateur de la fédération avant de passer le flambeau à Éliane Laberge à la fin de son mandat au mois de juin. Au niveau des objectifs et des moyens, la FECQ et la FEUQ se ressemblent beaucoup et font souvent cause commune. D'importantes tensions existent aussi entre la FECQ et l'ASSÉ.

Fondée en 2009, la TaCEQ est un «regroupement national d'associations étudiantes universitaires qui a comme principal objectif de promouvoir et de défendre les droits et intérêts des étudiants» ([www.taceq.org](http://www.taceq.org)). Plus décentralisée, elle représente plus de 65 000 étudiants. Son secrétaire général, Paul-Émile Auger, assumait les rôles de porte-parole et de négociateur lors de la grève. Beaucoup moins connue que les trois autres au niveau national, la TaCEQ demeure cependant un acteur incontournable du mouvement étudiant dans la région de Québec.

### ***Le Québec des années 2000: la «grande tiédeur»***

*« Le Québec est une société écrasée qui a perdu toutes ses batailles. Pour la première fois depuis 40 ans, une nouvelle génération se lève et bouscule l'ordre établi [...] Pour une fois que les jeunes se lèvent, il faut les écouter, il faut les comprendre et il faut les encourager. On crée des enrégés et on les empêche de mordre. Ne les brisez pas et donnez-leur une chance de réussir là où vous avez échoué » (Jean Marc Léger, Journal de Montréal, 16 avril 2012).*

Lorsque commence la grève étudiante au mois de février, cela fait plus de deux ans que le Québec est secoué par une série de scandales liés à l'industrie de la construction. Ces scandales ont éclaboussé les élites politiques municipales et le parti au pouvoir, le Parti libéral de Jean Charest, en poste depuis 2003. Pour une bonne partie de la population, les dirigeants en place semblent usés par tant d'années au pouvoir, corrompus et sans vision. Le mécontentement à l'égard du gouvernement atteint des taux impressionnants, tout comme le degré de cynisme des citoyens. Dès sa première élection, Charest avait promis une grande «ré-ingénierie», une grande restructuration de l'État québécois. L'éléphant accouchera finalement d'une multitude de souris. Néanmoins, les mesures managériales, néolibérales et anti-syndicales associées à cette «modernisation de l'État» provoquent une mobilisation syndicale où la contestation et l'action directe font un grand re-

tour en force après des années de concertation et de partenariat. Charest garde le cap, ne cède pas et la mobilisation s'étiolé d'elle-même. Deux ans plus tard, son gouvernement est contraint de faire des concessions aux grévistes étudiants de 2005, mais encore là, il s'en tire à bon compte. Impopulaires pendant presque tout leur premier mandat, Charest et son parti déclenchent des élections en 2007... et les remportent de justesse. Le PLQ passe d'une situation majoritaire à minoritaire et son chef a passé bien près de perdre son siège de député. L'Action Démocratique du Québec (ADQ) devient l'opposition officielle à l'Assemblée nationale. Un vent de droite souffle sur le Québec. Conscient de la faiblesse de ses adversaires électoraux (l'ADQ plafonne et le PQ est divisé à l'interne), le gouvernement Charest déclenche de nouvelles élections le 8 décembre 2008 et va chercher une courte majorité parlementaire. Québec Solidaire fait son entrée à l'Assemblée nationale.

Les années 2000 au Québec furent une ère de «grande tiédeur». Aucune force politique n'a été capable de susciter l'enthousiasme des masses, aucune d'entre elles n'a été capable d'amener l'espoir d'un véritable renouveau. La fin de la «Révolution tranquille», la crise socio-économique des années 80' et l'ère du capitalisme triomphant ont considérablement réduit les aspirations des classes populaires et moyennes tout en transformant les groupes progressistes en gestionnaires de coupures. L'intérêt pour la vie politique a été maintenu pendant les deux décennies qui ont suivi grâce à la question constitutionnelle. Mais après l'échec des accords de Meech et de Charlottetown de même la deuxième défaite référendaire des indépendantistes, cette question a fini par lasser une bonne partie de la population. Au moment où j'écris ces lignes, le projet d'indépendance du PQ semble sur la glace, le PLQ a renoncé à renouveler le fédéralisme à moyen terme et la Coalition Avenir Québec (CAQ) vient de faire campagne en promettant de ne pas parler de cet enjeu. Du côté des mouvements sociaux, malgré l'institutionnalisation et la cooptation de certains groupes, la lutte continue, mais les combats sont sectoriels, défensifs et pas souvent victorieux. Aucun projet de société alternatif et fédérateur ne semble émerger des luttes sociales. L'altermondialisme leur a donné un regain d'énergie, mais cela n'a pas duré. Les citoyens deviennent passifs, cyniques, amers, réactionnaires ou développent la «modérante», cette tendance très forte au sein des progressistes qui amènent les gens à toujours être favorables à l'option mitoyenne dans n'importe quel contexte et à imputer aux «extrémistes» la responsabilité de la plupart des problèmes.

## **Le fameux «mystère Québec»**

*«Je vais vous faire une confession: quand je suis arrivé à Québec, en 1996, je n'avais pas du tout l'impression que c'était une ville "de droite". C'était plus petit, plus blanc et plus riche que Montréal, mais pas fondamentalement différent des quartiers francophones où j'avais vécu (Rosemont, le Plateau, Centre-sud).*

*En fait, si l'extrême-gauche y était moins forte qu'à Montréal, la gauche plus modérée y semblait plus ancrée et puissante. La mairie était tenue par un parti social-démocrate issu du mouvement communautaire. Il y avait un mouvement punk vibrant, une relève culturelle forte, des mouvements sociaux ancrés, une presse alternative, etc.*

*Je savais qu'il existait un monde parallèle beaucoup plus à droite, les mythiques banlieues, où sévissaient des animateurs de radio débiles. Mais pour moi c'était pas plus Québec que le West-Island ou Laval n'est Montréal.*

*D'ailleurs, eux non plus ne s'identifiaient pas à "Québec", mais plutôt à Sainte-Foy, Beauport, Charlesbourg, etc.*

*Et puis il y a eu les fusions municipales, l'enquête scorpion sur la prostitution juvénile, la mobilisation pour sauver CHOI Radio X, la montée de l'ADQ, les conservateurs, la mairesse Boucher et finalement Labeaume.*

*Bref, une "montée de la droite". Je ne crois pas que les rapports de force ont bougé beaucoup. Seulement, la droite s'est révélée à elle-même et au monde. C'est sa posture mentale (et la nôtre) qui a changé. Elle s'est appropriée Québec, l'a conquis. Démographiquement et politiquement, la banlieue domine Québec à trois contre un» (Nicolas Phébus, Tumblr, 24 août, 2012).*

Ces quelques lignes du militant libertaire et communautaire Nicolas Phébus résument avec brio l'évolution politique de la ville et de la région de Québec depuis les quinze dernières années. Bien que Québec n'ait jamais été un haut lieu de la contestation, cette ville n'a pas toujours été synonyme de populisme réactionnaire. Au milieu et à la fin des années 90', des groupes comme la Coalition Y, Food not bombs et Démanarchie étaient les symboles d'un mouvement contestataire issu de la jeunesse étudiante et contre-culturelle. Cette jeunesse avait même son territoire: le carré d'Youville et ses alentours, épice centre des émeutes de la St-Jean Baptiste. La rénovation urbaine, la gentrification et le harcèlement policier finiront par chasser cette «faune d'indésirables».

Le populisme de droite existe depuis longtemps dans la région. Il peut entre autres être expliqué par le fait qu'une partie de la population, frustrée dans ses aspirations professionnelles et économiques, en veut à une autre fraction de la population considérée comme privilégiée parce qu'elle dispose de meilleures conditions d'emploi. En fait, nous pourrions dire qu'il existe un antagonisme entre les jeunes techniciens ou ouvriers du secteur privé et les employés du secteur public. Dès 2004, Jean-François Tremblay et Jean-Michel Marcoux ont démontré dans leur étude (Tremblay et Marcoux, 2004) sur la campagne pour sauver la station CHOI Radio-X que le noyau dur du mouvement était constitué de jeunes hommes en colère travaillant dans le secteur privé hostiles aux baby-boomers fonctionnaires tenant les rênes du «gouvernement». Alimenté par un discours radiophonique libertarien typiquement américain et une recette à succès, Rock, sport et controverse, ce groupe social et ses hérauts ont fini par imposer leur discours dans les banlieues, au sein de la jeunesse, puis, sur les campus.

En 2005, aucun cégep de la région n'est parvenu à rester en grève générale illimitée tout comme en 2012, ce qui n'est pas rien au sein d'une région qui compte pas moins de cinq collèges publics et deux privés. En ce qui concerne les grèves étudiantes, un renversement de tendance s'est produit à Québec depuis une dizaine d'années: les Cégeps ne font plus la grève et c'est l'Université Laval qui mène le bal. Les cégeps de la région ont désormais beaucoup de difficulté à incarner une force d'opposition. Les organisations étudiantes devront inévitablement se pencher sur ce phénomène en prévision des luttes futures.

### *Une nouvelle vague de contestation*

La science politique et la sociologie s'intéressent depuis déjà quelques décennies à ce qu'on appelle les «mouvements sociaux». Nous pouvons définir un mouvement social comme étant une «action collective concertée en faveur d'une cause» (Neveu, 2000:10). Contrairement aux partis politiques, dont l'objectif est la conquête du pouvoir, le propre des mouvements sociaux est d'utiliser des moyens d'actions non-institutionnalisés (manifestations, grèves, actions symboliques ou directes, etc.) généralement dans le but d'exercer une pression sur les décideurs (Chazel, 1992:270). Au 19<sup>e</sup> et au 20<sup>e</sup> siècle, cinq mouvements sociaux ont particulièrement attiré l'attention des sciences sociales en Occident: le mouvement ouvrier, le mouvement féministe, le mouvement étudiant, le mouvement écologiste et assez récemment, le mouvement altermondialiste.

De 1994 (année du soulèvement zapatiste au Mexique) jusqu'au milieu des années 2000, le mouvement altermondialiste a été au cœur de ce que certains appellent un «cycle de contestation» ou encore, une «vague de contestation». En effet, à partir du milieu des années 90, une nébuleuse de groupes sociaux, syndicaux, écologistes, féministes, etc. a commencé à contester l'hégémonie du capitalisme néolibéral triomphant en ciblant et en dénonçant certains accords économiques internationaux (ALE, ALENA, etc.) ou en développement (AMI, ZLÉA, etc.). De la mythique «bataille de Seattle» (novembre, 1999) aux émeutes de Gênes en 2001 en passant par le Sommet des Amériques (Québec, 2001) et bien d'autres mobilisations, le mouvement altermondialiste a connu une phase d'expansion fulgurante, transformant celui-ci en une sorte de champion des mécontents de la mondialisation des marchés. Les attentats du 11 septembre et d'importants conflits internes au sein de ce «mouvement des mouvements» vinrent cependant briser l'élan contestataire. Dès 2002, il était désormais clair que la vague avait perdu une bonne partie de sa force, surtout en Amérique du Nord. Les mobilisations altermondialistes se poursuivirent, mais elles furent plus rares et attirèrent moins de gens malgré quelques réussites notables (Évian, Larzac, Cancun, Rostock, etc.). Le mouvement changea, évolua, pris d'autres formes, alimenta et dynamisa d'autres mouvements, notamment celui contre la guerre et l'impérialisme, mais n'eut jamais la même vigueur qu'au début des années 2000.

Il est assez intéressant de noter que les deux grèves étudiantes précédant celle de 2012 eurent lieu respectivement vers le début de la dernière vague contestataire (grève de 1996) et vers sa fin (grève de 2005). Bien qu'il soit capable de faire grève en dehors d'une période contestataire (grève de 1978, 1986, 1988 et 1990), le mouvement étudiant au Québec, comme tous les autres mouvements, se mobilise beaucoup plus facilement lorsqu'il «surfe» sur une vague qui le propulse que lorsqu'il rame à contre-courant. Du milieu des années 90' au milieu des années 2000, le mouvement altermondialiste et le mouvement étudiant se sont mutuellement renforcés. Plusieurs grévistes de 1996 ont fini par militer dans différents groupes tels que l'Opération SalAMI, le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA), l'Opération Québec Printemps 2001 (OQP 2001), etc. Autre preuve, l'une des premières grandes manifestations de l'ASSÉ fut organisée dans le cadre de la journée de grève intercontinentale contre la ZLÉA le 28 octobre 2002. En 2005, on observa la tendance inverse, plusieurs militants rompus à lutte altermondialiste allèrent grossir les rangs du mouvement étudiant alors que plusieurs organisations de cette mouvance, notamment la Convergence des luttes anticapitalistes à Montréal et le collectif La Rixe à Québec, prêtèrent main-forte à la mobilisation. Mais après la grève de 2005, dont le résultat demeure encore aujourd'hui discutable, le mouvement étudiant connut une période de reflux et le mouvement altermondialiste continua de décliner. En fait, de 2005 à

2010, c'est l'ensemble des forces contestataires progressistes qui entrent dans une période de reflux, surtout dans les pays du G-8. Il y eut certes quelques révoltes localisées durant ces années, entre autres en Grèce et en Islande, mais aucune «tendance» internationale à la contestation. Pour ça, il faudra attendre 2010 et le «Printemps arabe»...

Quand éclate le Printemps arabe en décembre 2010, le monde est tout aussi surpris que fasciné par cet élan révolutionnaire qui amène dans les rues des millions de gens bien décidés à renverser les dictateurs qui les gouvernent ou à mourir en essayant. Pas question ici d'analyser en profondeur un phénomène aussi gigantesque et complexe que le Printemps arabe. Par contre, il est facile d'avancer que les résultats de cette révolte (révolution en Tunisie, en Égypte, au Yémen, en Lybie; réformes dans d'autres pays) ont prouvé à la Terre entière que la rue demeure l'un des plus puissants acteurs socio-politiques et que sa colère peut faire trembler des États. Quelques semaines plus tard, à partir du 15 mai, le mouvement des indignés espagnols, inspirés par l'exemple des révoltes arabes et le texte de Stéphane Hessel *Indignez-vous!*, commencera à prendre les rues pour revendiquer plus de démocratie et de justice sociale. Des campements sont érigés sur les places publiques de plusieurs villes d'Espagne. Le mouvement fait même tache d'huile et l'idée d'ériger des campements est reprise dans d'autres pays (France, Belgique, Israël, etc.). Le 17 septembre, un millier d'indignés américains manifestent dans le quartier financier de Wall Street à New York et décident d'établir un campement dans le parc Zuccotti. Occupy Wall Street vient de naître. Son slogan: «nous sommes les 99%». Son ennemi: le «1%», c'est à dire «les banques, l'industrie immobilière, l'industrie des assurances» (Ancelovici in Dupuis-Déri, 2012:15). Micro-poche de résistance quotidienne au cœur de l'empire, Occupy Wall Street attirera énormément d'attention médiatique, en partie grâce à l'efficacité et à la simplicité de son moyen d'action et de son message. Comme le mentionne le sociologue Marcos Ancelovici, les slogans «*Nous sommes le 99%*» et «*Occupons Wall Street*» ont «contribué à redéfinir les termes du débat public et à placer la question des inégalités sociales au cœur, notamment, de la campagne des présidentielles américaines de novembre 2012» (Ancelovici in Dupuis-Déri, 2012:17). La mouvance «occupiste» prendra de plus en plus d'ampleur dans les semaines qui suivront. Des campements seront montés à Oakland, Montréal, Québec et dans beaucoup d'autres villes. La répression policière mettra fin à la plupart des campements après des semaines d'occupation pacifique.

Fin 2011, le magazine américain Time décerne au «manifestant» le titre d'homme de l'année. Après l'émeute du G-20 de Toronto, la lutte des étudiants britanniques contre une hausse des frais de scolarité, le Printemps arabe, les émeutes de Tottenham et de Grande-Bretagne, la lutte populaire contre l'austérité en Grèce, les indignés, le mouvement

*Occupy*, le combat des étudiants chiliens et j'en passe, il est clair que la jeunesse et une bonne partie de la population mondiale sont mécontentes. 2010 et 2011 nous offrent suffisamment d'indices pour affirmer qu'une nouvelle vague de protestation déferle. La grève étudiante de 2012 au Québec sera la continuité de cet élan contestataire.

# La grève

Tel que mentionné en début de texte, la grève de 2012 fut déclenchée le 13 février par deux associations de l'Université Laval (Service social et Sociologie cycles supérieurs) et la Faculté des arts de l'UQAM. Rapidement, plusieurs autres associations de l'UQAM emboîteront le pas. Le 15 février, la grève commence à l'Université de Montréal, le 16, au Cégep du Vieux-Montréal. Trois universités en région entrent dans la danse à la fin du mois de février: l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) et l'Université de Sherbrooke le premier mars. Notons cependant que ce sont certaines associations qui font grève et non la totalité des étudiants dans le cas de Chicoutimi et de Sherbrooke. Néanmoins, en date du 5 mars, le nombre total de grévistes est déjà supérieur à 120 000 en grande partie grâce à l'arrivée massive des cégeps dans la bataille (<http://greve2012.org>). Aux quatre coins du Québec se tiennent des votes de grève dans les institutions d'enseignement supérieur. Les cégeps de Mont-Laurier et de St-Félicien tiennent le fort loin des grands centres prouvant dès le début du conflit qu'il ne s'agit pas d'un «phénomène montréalais» comme certains aimeraient bien le croire. Le point culminant arrive le 22 mars, où le nombre total de grévistes atteint le chiffre magique de 300 000, ce qui représente les trois quarts de la population étudiante au Québec, du jamais vu. Non contents d'avoir pulvérisé un record cette journée-là, les étudiants et leurs alliés convergeront vers Montréal pour participer à ce qui allait devenir l'une des plus grandes manifestations de l'histoire du Québec. Les estimations de la foule ce jour-là varient entre 100 000 et 200 000 personnes (Lachapelle, La Presse, 21 avril). Dès le lendemain le nombre de grévistes diminue fortement puisque plusieurs associations avaient voté pour une seule journée de grève afin que leurs membres puissent participer à la grande marche du 22 mars. Toutefois le nombre total d'étudiants en grève reste au-dessus de la barre des 200 000 (<http://1625canepassepas.ca>). Le rapport de force est bel et bien construit, mais le gouvernement libéral refuse toujours de négocier.

Confrontés à l'intransigeance du premier ministre Charest et de son cabinet les étudiants haussent le ton. L'action directe et la perturbation passent à l'avant-plan bien que quelques coups d'éclat aient retenu l'attention avant le 22 mars (blocage du pont Jacques Cartier le 23 février, bataille rangée avec la SQ devant le Parlement le 1er mars, blocage de l'édifice Loto-Québec le 7 mars, blocage des ponts Champlain et Jacques Cartier le 20 mars, etc.). Le 10 avril, un groupe d'étudiants bloque deux entrées du port de

Montréal jusqu'à l'intervention de la police anti-émeute et le 13 avril, les bureaux de la ministre Beauchamp sont saccagés. Le conflit entre dans une phase d'escalade. La tension est palpable sur tous les campus. Les étudiants opposés à la grève, principalement représentés par le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MÉSRQ) adoptent une nouvelle stratégie et tentent de briser la grève en judiciarisant le conflit. Le bal des injonctions commence. Laurent Proulx, futur président du MÉSRQ, Jean-François Morasse de Québec et quelques autres étudiants remportent la première manche et obtiennent des injonctions limitées empêchant la perturbation de leurs cours. Des injonctions plus musclées viendront par la suite compliquer l'action des grévistes comme à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). L'inquiétude se répand dans l'ensemble du mouvement. Le journaliste et futur ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur Jean-François Lisée fait la sortie suivante sur son blogue le 16 avril: «il faudra retenir avril 2012 comme le moment où on a voulu tuer la démocratie étudiante. Pas étonnant qu'elle veuille se défendre...» ([www.lactualite.com](http://www.lactualite.com), 16 avril). La défense des campus s'organise. Les injonctions sont défiées au Cégep de Valleyfield, d'Alma et dans bien d'autres institutions d'enseignement. Des professeurs se joignent aux étudiants pour défendre les lignes de piquetage. Certains se font même arrêter. Malgré la répression, la grève tient bon.

Le ton continue de monter et la peur change de camp. Le 20 avril, le Salon du Plan Nord est pris d'assaut et de féroces combats éclatent à l'intérieur du lieu de la rencontre et dans les rues de Montréal. Le SPVM est débordé et doit demander l'aide de la Sûreté du Québec. Jean Charest y va de sa fameuse blague sur le fait que le salon allait permettre à des étudiants de se trouver des jobs «dans le Nord autant que possible» et déclenche une avalanche de réactions dans les médias sociaux. Quelques jours plus tard, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp finit par ouvrir la porte à des négociations, mais demande une trêve de manifestations. Prétextant que la CLASSE n'a pas respecté la trêve et qu'elle ne condamne pas suffisamment la violence, la ministre exclut cette dernière des négociations. Pour la première fois de leur histoire, la FEUQ et la FECQ seront solidaires de l'aile la plus radicale du mouvement et exigeront la présence de la CLASSE, qui représente la majorité des associations en grève. Les négociations sont suspendues. Dès lors le mouvement étudiant brandit sa nouvelle arme: les manifestations nocturnes. Chaque soir, des milliers de gens prennent la rue et marchent pendant des heures dans les rues du centre-ville. L'idée est reprise à Québec par la TaCEQ et le FRAQ-ASSÉ. Calmes ou agitées, ces marches démontrent à quel point le mouvement est fort et tenace. Le gouvernement finit par faire une offre aux étudiants le 27 avril par l'entremise des médias. Il propose de bonifier les prêts et bourses, d'étaler la hausse sur sept ans, de créer un système de rembour-

sement proportionnel au revenu (RPR) et d'implanter un organisme chargé de surveiller la gestion des universités. Son offre est balayée du revers de la main. Qu'il le veuille ou non, le gouvernement devra négocier, et ce, avec les délégués de la CLASSE. Inquiet pour la tenue du congrès de son parti, Jean Charest et son équipe déplaceront l'événement de Montréal à Victoriaville... et inviteront les représentants étudiants, y compris ceux de la CLASSE à participer à un blitz de négociations.

La bataille de Victoriaville a lieu le vendredi 4 mai. Alors que s'ouvrent les négociations à Québec, une manifestation organisée par la Coalition opposée à la tarification des services publics se transforme en un véritable affrontement entre manifestants et policiers. L'heure est au règlement de compte pour des centaines d'étudiants en colère et sur le pied de guerre depuis des semaines. Les combats font trois blessés du côté des forces de police alors que du côté des manifestants, plusieurs personnes sont blessées, dont deux grièvement. Les négociations sont temporairement suspendues, puis reprennent et débouchent sur une entente de principe dans laquelle la hausse sera maintenue ou diminuée en fonction de conditions précisées dans le texte de l'entente. Le scénario de «l'entente à rabais» de 2005 refait surface. Certains croient que le conflit est terminé. Or, il n'en est rien...

L'entente est massivement rejetée. La grève continue. Le gouvernement refuse obstinément d'aborder de front la question de la hausse des droits de scolarité alors qu'il devient évident que c'est la seule issue possible pour mettre un terme au conflit. Devant l'impasse, Line Beauchamp démissionne et annonce qu'elle quitte la vie politique. Michèle Courchesne la remplace. Le caucus des députés libéraux est divisé entre tenants de la ligne dure et partisans du compromis. Normal, puisqu'en «11 semaines, M. Charest n'aura pas souvent fait mouche. Québec a mésestimé l'ascendant de la CLASSE sur l'ensemble du mouvement étudiant et sous-évalué la solidarité des associations. On s'attendait à ce que le mouvement s'étirole de lui-même après les vacances de Pâques. Québec s'est trompé en pensant que les tribunaux forceraient le retour en classe. On pensait pouvoir diaboliser le jeune Gabriel Nadeau-Dubois. Autant de déconvenues pour Québec» (Denis Lessard, La Presse, 28 avril). La nouvelle ministre de l'Éducation rencontre les représentants étudiants le 15 mai, mais rien de concret ne ressort de cette réunion. Jean Charest et son gouvernement ont fait leur choix et ce sera la ligne dure. La loi 78 est votée le 18 mai à la suite d'un marathon législatif de 20 heures.

La loi 78 suspend la session des étudiants en grève et impose une kyrielle de mesures répressives sensées protéger le droit des étudiants à recevoir leurs cours. Cette loi

spéciale va même jusqu'à imposer des restrictions au droit de manifester comme en témoigne l'article 16 du projet de loi stipulant qu'une «personne, ou toute autre personne n'étant pas du gouvernement, un organisme ou un groupement qui organise une manifestation de 50 personnes ou plus qui se tiendra dans un lieu accessible au public doit, au moins huit heures avant le début de celle-ci, fournir par écrit au corps de police desservant le territoire où la manifestation aura lieu les renseignements suivants:

- 1- la date, l'heure, la durée, le lieu ainsi que, le cas échéant, l'itinéraire de la manifestation;
- 2- les moyens de transport utilisés à cette fin.

Lorsqu'il juge que le lieu ou l'itinéraire projeté comporte des risques graves pour la sécurité publique, le corps de police desservant le territoire où la manifestation doit avoir lieu peut, avant sa tenue, exiger un changement de lieu ou la modification de l'itinéraire projeté afin de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique. L'organisateur doit alors soumettre au corps de police, dans le délai convenu avec celui-ci, le nouveau lieu ou le nouvel itinéraire et en aviser les participants» (<http://www.assnat.qc.ca>). De fortes amendes sont prévues pour les contrevenants. Le Parti Québécois, Québec Solidaire et Option nationale votent contre le projet de loi alors que le Parti libéral et la Coalition Avenir Québec votent en faveur de celui-ci. L'adoption du projet soulève l'indignation des organisations étudiantes, des syndicats, de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, d'Amnistie internationale, du haut-commissaire des droits de l'homme de l'ONU, etc. La constitutionnalité de la loi est même remise en question. La loi 78 n'est pas plus appréciée au sein de la population et un sondage TVA-Léger Marketing révèle que sur 1186 personnes sondées, 53 % jugent que la loi va trop loin (<http://tvouvelles.ca>). Par ailleurs, cette loi ne calme pas la rue. Les manifestations nocturnes se poursuivent et le 19 mai, une émeute éclate sur la rue St-Denis à Montréal mêlant étudiants et clients des terrasses. Le même soir, à l'initiative de François-Olivier Chené, professeur de sciences politiques au Cégep de St-Hyacinthe, l'un des premiers, sinon le premier concert de casseroles contre le gouvernement a lieu.

Contre la loi 78, la corruption, la hausse et il serait tentant de dire, l'ensemble de l'œuvre du gouvernement Charest, le «mouvement des casseroles» se répand comme une traînée de poudre. Aux quatre coins du Québec (Tadoussac, Gatineau, Québec, Valleyfield, Saguenay, etc.) des citoyens et des étudiants se réunissent autour de 20h, frappent sur des casseroles et défilent dans les rues. Connue en Haïti, au Chili, en Argentine et ailleurs dans le monde, cette pratique frappe l'esprit des gens et amène dans la rue des milliers de non-étudiants conférant ainsi au mouvement un caractère plus populaire et citoyen. Dans certains quartiers de Montréal, des assemblées populaires autonomes sont même mises sur pieds. Sur la scène internationale, le Québec fait de plus en plus parler de lui en raison

du climat d'agitation sociale qui y règne et des mesures utilisées pour mâter les protestataires. Le réseau de pirates informatiques Anonymous lance même une série d'attaques contre différents sites gouvernementaux. La répression s'intensifie et les arrestations de masse augmentent lors des manifestations. Malgré cela, une marée humaine défile dans les rues de la métropole le 22 mai. Cette fois les estimations de la foule varient entre 100 000 et 250 000 (Émilie Bilodeau et cie, La Presse, 22 mai).

À la fin du mois de mai, le gouvernement et les organisations étudiantes se rencontrent à nouveau pour une ultime ronde de négociations. Jean Charest est présent au début des pourparlers. Selon Paul-Émile Auger, secrétaire général de la TaCEQ ayant participé aux négociations, le gouvernement affirmait qu'il tenait mordicus à respecter son cadre financier, mais lorsque les étudiants sont arrivés avec une proposition qui annulait la hausse en respectant le cadre financier, il est apparu très clairement que le gouvernement voulait maintenir la hausse pour des motifs politiques (Entrevues, septembre 2012). Les négociations sont rompues, l'impasse persiste et des activités mondaines du Grand prix de Montréal sont perturbées par des actions étudiantes. Il est désormais évident que le Parti libéral préfère aller en élection plutôt que de céder face aux étudiants. De grandes manifestations auront lieu le 22 juin, juillet et août, mais en somme, l'été sera plutôt calme.

Jean Charest déclenche des élections générales le 1er août. Deux semaines plus tard, c'est la rentrée dans les cégeps et les étudiants dont la session a été suspendue doivent décider s'ils reconduisent ou non leur grève. L'usure des troupes, les menaces (annulation de session, échecs, amendes, etc.) et l'engagement électoral du PQ (favori dans les sondages) d'annuler la hausse amènent les grévistes à opter pour une «trêve électorale», une suspension de la grève ou un arrêt complet. Quelques associations poursuivent cependant la grève et doivent à nouveau défendre les lignes de piquetage comme à l'UQAM et à l'UDM. Si la suspension de la session, le travail, les voyages et les vacances d'été avaient grandement contribué à la dispersion et à la démobilisation des grévistes, les élections et la loi 78 les auront placés devant une situation inédite et embêtante. Aucune stratégie claire ne semble émerger. Dans certains rangs, c'est la consternation.

Le 4 septembre, le PQ remporte les élections mettant fin à neuf ans de règne libéral. Jean Charest perd non seulement le pouvoir, mais aussi son siège de député de la circonscription de Sherbrooke. Le lendemain, il annonce qu'il abandonne ses fonctions de chef du PLQ et qu'il quitte la vie politique. Le 20 septembre, le gouvernement minoritaire de Pauline Marois annonce l'annulation de la hausse des frais de scolarité, l'abrogation des dispositions de la loi 78 touchant les manifestations et d'autres mesures. Le PQ ins-

taure un gel des frais de scolarité, mais parle déjà d'indexer ceux-ci à la suite d'un Sommet de l'éducation prévu pour la fin de l'année 2012 ou au début de l'année 2013. Si le mouvement étudiant a gagné la bataille, la guerre n'est pas terminée. Or, malgré la fatigue temporaire de ses troupes, il n'a jamais été aussi fort.

# Analyse du conflit étudiant

## **La démocratie directe**

*«Notre vision, c'est celle d'une démocratie directe sollicitée à chaque instant. C'est celle d'un Nous qui s'exprime dans les assemblées: à l'école, au travail et dans les quartiers. Notre vision, c'est celle d'une prise en charge permanente de la politique par la population, à la base, comme premier lieu de la légitimité politique. C'est une possibilité pour ceux et celles que l'on n'entend jamais de prendre la parole. Une occasion pour les femmes de parler à titre d'égal, de soulever des enjeux qui, trop souvent, sont négligés ou simplement oubliés. Notre démocratie ne fait pas de promesses: elle agit. Notre démocratie ne nourrit pas le cynisme, elle le détruit. Notre démocratie rassemble, et nous l'avons démontré à maintes reprises. Lorsque nous prenons la rue et érigeons des piquets de grève, c'est cette démocratie qui respire. C'est une démocratie d'ensemble» (Manifeste de la CLASSE, <http://www.bloquonslahausse.com>).*

L'une des plus grandes caractéristiques du mouvement étudiant actuel est le fait que ses associations les plus mobilisées et les plus combatives se réclament de la démocratie directe. Cette forme de démocratie implique que les gens exercent directement le pouvoir en votant les décisions qui les concernent et se distingue de la démocratie représentative, où les gens exercent indirectement le pouvoir en élisant des représentants qui eux, vont prendre des décisions pour l'ensemble du groupe. C'est dans le débat en assemblée que s'épanouit ce type de démocratie. En conséquence, un mouvement se réclamant de la démocratie directe doit accorder une très grande quantité de pouvoir aux instances de base que sont les assemblées générales. Dans le cas des associations reliées à la CLASSE, majoritaires au sein du mouvement de grève, cette condition fut respectée. Sophie Dufour-Beauséjour (Physique-UL), Émilie Tremblay (Théâtre-UL) et Valérie Plante-Lévesque (Cégep FXG) ont toutes participé activement au mouvement du printemps dernier. Lorsque questionnées à savoir quels éléments positifs propres au mouvement de grève valaient la peine d'être soulignés, Sophie D.-B. a fait l'éloge du mode de fonctionnement en assemblée générale et en congrès basé sur les principes de la démocratie directe et de l'horizontalité (absence de rapport hiérarchique formel). Pour elle, malgré la lourdeur des procédures, le mode de fonctionnement proposé par la CLASSE fut efficace, durable et même une cause du succès de la CLASSE. Émilie T. a souligné la logique du «bas vers le haut» du mouvement de même que l'autogestion des actions et des initiatives locales. Valérie P.-L. va dans le même sens en affirmant que «l'implantation d'une culture de démo-

cratie directe» est ce qu'elle considère comme l'un des aspects les plus positifs de la dernière mobilisation (Entrevues, septembre 2012).

### *L'action directe*

Pour vaincre, un mouvement social doit être soutenu et craint. Une partie non-négligeable de la population doit appuyer ses revendications et ses adversaires doivent redouter sa force. C'est par l'action directe qu'il parvient à se faire craindre, car celle-ci lui confère la capacité de perturber les activités économiques, sociales et politiques essentielles au bon fonctionnement du système en place. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les grévistes de 2012 auront réussi à perturber efficacement et durablement l'ordre social et ce, aux moments où cela s'avérait nécessaire. Rompant avec l'obsession de l'image et de l'appui du «monde ordinaire» sans tomber dans une violence débridée aux prétentions révolutionnaires, les étudiants de 2012 ont utilisé une panoplie de tactiques qui ont contribué à forcer le gouvernement à négocier et à jeter du lest. De plus, ces tactiques se sont révélées essentielles lors de la défense des lignes de piquetage. Par ailleurs, la participation à des actions directes de masse a augmenté le niveau *d'empowerment* des grévistes en leur donnant une meilleure connaissance de leur force collective et de leur capacité d'action même dans des contextes où ils devaient faire face aux forces de l'ordre. Un étudiant d'Études littéraires à l'Université Laval dont nous tairons le nom est même formel là-dessus et affirme que c'est en participant à l'occupation d'une banque qu'il a compris que l'action directe était efficace, surtout après avoir entendu les commentaires d'une employée et reçu les félicitations discrètes d'une journaliste qui couvrait l'événement (Entrevues, septembre 2012).

### *Le soutien populaire et l'«opinion publique»*

Dès le départ, le mouvement étudiant a bénéficié de l'appui du mouvement syndical et communautaire. D'autres groupes ont aussi offert leur soutien tel que la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC), Solidarité sans frontières, etc. Des dizaines d'artistes ont également porté le carré rouge et exprimé leur soutien tel que le metteur en scène Dominique Champagne, le comédien Christian Bégin, la chanteuse Ariane Moffatt, le cinéaste Xavier Dolan, etc. Du côté des partis politiques, Québec Solidaire et Option Nationale, partisans de la gratuité scolaire, ont appuyé les étudiants tout comme le Parti Vert. Le Parti Québécois a soutenu le mouvement de grève contre la hausse, mais sa position sur les frais de scolarité est demeurée ambiguë tout au long du

conflit. La Coalition Avenir Québec (CAQ) a quant à elle fait cause commune avec le gouvernement libéral affirmant que la «majorité silencieuse» n'était pas du côté des grévistes. Cette fameuse «majorité silencieuse»...

Il faut certes se méfier des sondages et «l'opinion publique n'existe pas» comme a déjà dit le sociologue Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1972). Cependant, il n'est pas inintéressant de se pencher sur les différents outils de mesure qui permettent d'évaluer si une contestation parvient à récolter des appuis au sein de la population, ne serait-ce que pour anticiper comment le parti au pouvoir va jouer ses prochaines cartes. Qu'ils l'admettent ou non, tous les partis politiques, au pouvoir ou non, étudient les sondages et les courants d'opinions avant d'agir ou de se positionner sur un enjeu. Tout au long de la grève, l'appui aux grévistes est demeuré minoritaire. C'est quelques jours après la manifestation du 22 mars que l'appui populaire semble avoir été le plus fort atteignant près de 45% dans différents sondages (<http://tvanouvelles.ca>, <http://fr.scribd.com>, etc.). Les plus faibles taux d'appui ont été enregistrés à la fin du printemps et en été. Mais globalement, si l'on se fie au recoupement de divers sondages (Léger-Marketing, CROP-La Presse, Harris-Decima, etc.) en tenant compte que l'enquête par sondage n'est pas une science exacte, on peut présumer qu'environ 40% de la population du Québec était du côté des étudiants dans ce conflit, ce qui ne veut pas dire que le 60% restant appuyait sans réserve le gouvernement Charest.

### *Le conflit étudiant et les médias*

Le conflit étudiant a occupé l'avant-scène médiatique au Québec du mois de mars au mois de juillet. Par la suite, les différents médias ont continué d'en parler, mais dans une moindre mesure étant donné une certaine accalmie dans les rues et sur les campus. Paradoxalement, la médiatisation du mouvement de grève fut essentielle à son essor, mais son traitement, souvent démagogique et biaisé, contribua à créer ou à renforcer une hostilité anti-gréviste de même qu'une paranoïa anti-carré rouge. Penchons-nous quelques instants sur le travail des médias pendant le conflit.

Le travail des journalistes de terrain, c'est-à-dire des journalistes de profession chargés de rapporter la nouvelle, aurait pu être plus rigoureux, surtout lors des manifestations où il y avait des échauffourées, mais sommes toutes, il est important de reconnaître que ce n'est pas à ce niveau que le nœud du problème se situe. Plusieurs journalistes ont fait preuve de rigueur et de professionnalisme tel que Sébastien Bovet (Radio-Canada),

Pierre Duschesne (Radio-Canada), Dominique Hardy (Journal de Québec), Denis Lessard (La Presse), Jean Thomas Léveillé (La Presse), etc.

On ne peut cependant en dire autant des éditorialistes, des chroniqueurs et des journalistes d'opinions qui se sont prononcés sur le conflit. Plus souvent qu'autrement, ceux-ci se sont contentés de ramener la lutte étudiante à une chicane provoquée par des enfants gâtés irresponsables. Outre leur démagogie qui chaque jour, tentait de discréditer le mouvement, ses revendications, ses moyens d'action et ses porte-parole, les nouveaux curés du Québec ont parfois versé dans ce qui se rapproche de ce que nous pourrions appeler de la désinformation. Richard Martineau du Journal de Montréal fut même blâmé par le Conseil de presse du Québec pour des propos tenus dans un article où il affirmait que la CLASSE appuyait le vol et le vandalisme. Dans son jugement le Conseil de presse «note que le chroniqueur « justifie son affirmation en présentant une citation qu'il invente de toutes pièces, induisant ainsi le lecteur en erreur ». La décision ajoute qu'«en publiant des affirmations qui déformaient [la] réalité, le chroniqueur a véhiculé des propos discriminatoires et des préjugés envers les membres de cette coalition étudiante» (Stéphane Baillargeon, Le Devoir, 2 octobre). Autre exemple, mais qui cette fois-ci met en lumière un certain manque de rigueur de la part de la direction du journal La Presse, le 4 mai, un sondage CROP La Presse, non probabiliste, sans marge d'erreur et réalisé à l'aide d'un panel web de 800 répondants nous annonçait que la «grève étudiante profite aux libéraux» et que le PLQ était désormais 1er dans les intentions de vote alors que 24h plus tôt, un sondage Léger-QMI annonçait exactement l'inverse, mais en se basant sur un échantillon deux fois plus gros que celui de La Presse (<http://tvanouvelles.ca> et <http://www.lapresse.ca>).

Bien que les réseaux de télévision TVA et LCN atteignent des sommets de sensationnalisme durant cette grève et que le Réseau de l'information (RDI) invita systématiquement des anciens policiers commenter le travail des policiers en direct lors des manifestations qui tournaient au vinaigre, ce sont les médias radiophoniques qui vilipendèrent le plus durement les étudiants, particulièrement la «radio-poubelle» de Québec. Lors de leur entrevue, Jovan Guénette (Sociologie-UL), Thierry Lord-Turgeon (Sociologie-UL), Elena Drouin (AESS-UL) et Valérie Plante-Lévesque ont tous et toutes été catégoriques là-dessus: les stations de radio de Québec (CHOI-Radio X, FM 93, etc.) ont nuit à la mobilisation (Entrevues, septembre 2012). Elles ont largement contribué à véhiculer l'image du «hippie B.S. communiste» qui fait la grève parce qu'il ne veut pas travailler.

Abondamment commenté, l'impact des médias sociaux sur le conflit fut majeur. Facebook a grandement facilité le réseautage des activistes, le partage d'informations et la promotion d'événements (réunions, manifestations, actions, etc.). Avant et pendant la grève, Facebook et Twitter sont devenus de véritables agoras - ou cours d'écoles - permettant de débattre en permanence. Les débats ne volèrent pas toujours très haut, mais au moins ils eurent lieu et permirent à des milliers de gens de s'exprimer sur une tribune publique sans avoir à passer par un média traditionnel. D'ailleurs comme l'affirme Jean-Jacques Stréliski, professeur associé à l'école des HEC et consultant en formation et en stratégie créative: «[I]es étudiants ont court-circuité les médias traditionnels par le système des réseaux sociaux, que des grands groupes comme Quebecor contrôlent très mal. Les étudiants ont donc fait un travail admirable parce que malgré que le plus pesant des joueurs de l'information soit contre eux, ils sont arrivés à gagner la bataille de l'image et de l'information» (Fabienne Vinet, Conseil de presse, 24 avril). Autre élément, la possibilité de suivre à distance presque en temps réel une manifestation via Twitter et de communiquer les déplacements de la foule et de la police, phénomène relativement nouveau pour les mouvements sociaux du Québec. Ceci dit, lors de leur entrevue, certains grévistes ont aussi souligné les problèmes créés par cette forme d'organisation virtuelle en réseau (difficulté de coordination des différentes initiatives lancées sur les réseaux, «combats de coqs», propagation de fausses rumeurs, trop d'énergie dépensée à débattre sur Facebook, etc.). Thierry L.-T. parle même d'une «omniprésence de Facebook» dans le mouvement, nuisible à plusieurs égards.

### ***Féminisme et place des femmes dans le mouvement***

*Entre les négociations, les manifestations et le tintamarre des casseroles des derniers mois, le Québec a découvert des étudiants engagés, certes. Mais aussi une représentation féminine exceptionnelle au sein du mouvement, avec Martine Desjardins à la tête de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Éliane Laberge qui a remplacé Léo Bureau-Blouin à la présidence de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), ainsi que Jeanne Reynolds et Camille Robert comme co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Les militants étudiants laisseraient-ils enfin une réelle place aux femmes? (Léa Clermont Dion, Gazette des femmes, août 2012).*

Si l'on se fie aux témoignages de militantes activement impliquées dans le mouvement de grève, nous pourrions répondre à cette question par un «oui»... et un «non»! Maude Carignan (Anthropologie-UL) nous dit à cet effet qu'il y a «encore du chemin à faire». Les revendications féministes sont «difficiles à faire passer» et les manifestations fé-

ministres en lien avec la lutte ne reçoivent que «peu de support» (Entrevues, septembre 2012). Pourtant, comme elle le mentionne, les filles sont désormais majoritaires dans les écoles. Marie-Christine Trottier (Histoire-UL) va encore plus loin et affirme que bien que les femmes aient joué un rôle dans le conflit, elles l'ont fait dans une ambiance patriarcale où la misogynie de certains hommes de gauche était tolérée. Elle dénonce aussi un certain «féminisme de façade» et une division genrée du travail militant similaire aux autres époques. À cela, nous pourrions aussi ajouter une dynamique de double standard. Comme le mentionne Emmanuelle Hébert, «[s]i une femme ne dit rien, si elle est effacée, on dit qu'elle n'est pas capable de faire le travail. Alors qu'on dira du leader masculin qu'il a un leadership terrain. Inversement, quand un homme se fâche, il a du caractère. Si une femme le fait, on sous-entendra qu'elle ne se contrôle pas. Les femmes sont encore considérées comme plus agressives et émotives» (Léa Clermont Dion, Gazette des femmes, août 2012).

Le cas du Front régional d'action à Québec de l'ASSÉ (FRAQ-ASSÉ) est différent. Structure de coordination des associations militantes et progressistes de la région 03, le FRAQ-ASSÉ a été refondé en plein grève et les femmes y ont joué un rôle prédominant selon Valérie Plante-Lévesque (Cégep FXG). En fait, le mouvement contre la hausse à Québec, bien que beaucoup plus petit qu'à Montréal et faible dans les cégeps, a permis à une plus grande proportion de femmes d'exercer des fonctions liées au leadership qu'ailleurs. De plus, il a été assez intéressant de constater qu'à Québec et dans l'ensemble du mouvement, une plus grande proportion de femmes ont participé aux actions directes.

### *La répression*

Du 16 février au 3 septembre, pas moins de 3379 personnes (étudiants et non-étudiants) furent arrêtées dans des événements en lien avec la grève étudiante (<http://cobp.resist.ca>). Le Collectif opposé à la brutalité policière a donc raison d'affirmer qu'il s'agit de la «plus importante vague d'arrestations de l'histoire du Québec contemporain» (<http://cobp.resist.ca>). Une forte proportion des personnes arrêtées le furent dans des contextes d'encerclements policiers et de souricières. Plusieurs furent même arrêtées alors qu'elles tentaient de quitter une manifestation ou de se diriger vers un lieu où il y avait moins de danger. À Québec, où les manifestations étaient généralement assez calmes, le Service de police de la ville de Québec (SPVQ) a réussi à instaurer un véritable climat de peur dans les manifestations en intimidant les organisateurs et en procédant à des arrestations de masse pour de simples entraves au code de la sécurité routière. Raphaël Lan-

gevin (Biochimie-UL) ne se gêne pas pour affirmer que ces arrestations ont eu un effet très négatif sur le moral des troupes, sur le sien et sur celui de sa copine (Entrevues, septembre 2012). Outre les arrestations de masse, les contraventions, les coups de matraque, l'utilisation d'irritants chimiques, les tirs de balles de plastique à la hauteur de la tête, les charges de l'anti-émeute au milieu de la foule et j'en passe, les autorités innovèrent en se dotant de nouvelles armes juridiques tel que la loi 78 et les règlements anti-masque. Si le nombre d'arrêtés et de blessés graves est inquiétant, rappelons-nous que deux étudiants ont perdu l'usage d'un œil et que d'autres ont été hospitalisés, la judiciarisation du conflit a aussi de quoi inquiéter. Cette judiciarisation est d'ailleurs un aspect incontournable de la dernière lutte étudiante et préfigure peut-être une longue saga juridique autour du droit de grève et du droit de manifester.

### *Les élections*

Des mois avant le déclenchement des élections, l'idée comme quoi «le conflit étudiant profite aux libéraux» devint fort populaire, à droite, mais aussi à gauche. Le parti du grand Jean Charest allait être ré-élu en exploitant l'hostilité à l'égard des grévistes et en mettant de l'avant un discours centré sur la loi et l'ordre. Éric Duhaime défendit cette idée dès le mois d'avril (Éric Duhaime, Journal de Québec, 22 avril). Plus surprenant, un nombre assez important de grévistes et de supporteurs de la grève adhérèrent à cette idée. Je fus moi-même assez étonné, voire déconcerté, de voir à quel point cette opinion s'était ancrée même dans les milieux les plus contestataires. Défaitisme, cynisme, romantisme tragico-radical? Difficile à dire. Mon analyse de la situation était complètement différente. Comme je l'ai mentionné dans un article rédigé au tout début de la campagne électorale, «[s]i le conflit profite tant que ça aux libéraux, alors comment pouvons-nous expliquer la remontée du PQ pendant la grève et la perte du château-fort d'Argenteuil? En vérité le Printemps érable a cristallisé l'opposition envers le gouvernement, de même que ses appuis, mais il n'a eu qu'un impact limité sur l'allégeance politique des Québécois et des Québécoises» ([www.aess-ul.org](http://www.aess-ul.org)). La victoire du PQ était prévisible, mais certains préféraient visiblement prendre leurs cauchemars pour des réalités. En recoupant les résultats des sondages réalisés entre l'été 2011 et l'été 2012, on peut clairement constater que le PQ amorce une remontée à partir du début de la grève et qu'il conserve une faible avance tout au long du Printemps érable et de l'été 2012 (Léger-Marketing, CROP-La Presse, etc.).

# Conclusion

Cette grève marquera l'histoire du Québec étant donné sa durée, son intensité, son dénouement et le fait qu'elle est peu à peu devenue un gigantesque mouvement social dénonçant le néolibéralisme, la marchandisation de l'éducation, l'austérité budgétaire, la corruption, le Plan Nord, la limitation des libertés publiques, l'impunité policière, etc. Elle marquera l'imaginaire collectif grâce à ses symboles comme le carré rouge, l'anarcho-panda, la banane rebelle, les casseroles, etc. Peu traité dans ce bilan, le conflit a même attiré l'attention de médias du monde entier et le soutien international aux grévistes fut non-négligeable.

Cette grève est un autre indice nous permettant de penser qu'un vent de contestation s'est levé en Occident et ailleurs sur la planète. Les gens et surtout les jeunes sont de retour dans la rue afin d'exiger plus de justice, une véritable démocratie, la liberté des gens et non des capitaux, le respect des écosystèmes, etc. Le capitalisme néolibéral, les élections comme seule forme de participation politique, l'obsession sécuritaire et le productivisme ont lassé des pans entiers de la population qui ne demandent qu'à les remplacer par autre chose. Malheureusement, nous ne connaissons pas encore cette autre chose. Ce qui est possible d'affirmer par contre, c'est qu'une multitude d'opportunités s'offrent aux mouvements sociaux étant donné un certain appétit de changement et une usure des modèles dominants.

Au plan plus local, quelle doit être la prochaine étape pour le mouvement étudiant au Québec? Voici quelques réponses en vrac tirées de mes entrevues: «se battre contre l'indexation, élargir la lutte à d'autres groupes de la société» (Jovan Guénette, Sociologie-UL), «marginaliser les fédérations et détruire le sectarisme au sein de l'ASSÉ» (Valérie Plante-Lévesque, Cégep FXG), «amener dans le débat les enjeux des frais afférents, du niveau d'imposition, de la gratuité scolaire et du salariat étudiant» (Maude Carignan, Anthropologie-UL), «assurer une relève, transmettre le savoir et développer une base prête à la mobilisation» (Raphaël Langevin, Biochimie-UL), «défendre le droit à la grève, maintenir l'autonomie du mouvement face aux partis politiques et se préparer pour le Sommet de l'éducation» (Elena Drouin, AESS-UL) (Entrevues, septembre 2012).

# Bibliographie

## Monographies

Benoît Lacoursière (2007) *Le mouvement étudiant au Québec: de 1983 à 2006*, Montréal, Sabotart Édition.

Éric Martin et Maxime Ouellet (2011) *Université Inc: des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir*, Montréal, Lux Éditeur.

Érik Neveu (2000) *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La découverte.

Francis Dupuis-Déri (2012) *Par-dessus le marché: réflexions critiques sur le capitalisme*, Montréal, Écosociété.

François Chazel in Raymond Boudon (1992) *Mouvements sociaux*, Paris, PUF.

Frédéric Douglass (1845) *Mémoires d'un esclave*. Ré-éd. de 2004. Montréal, Lux Éditeur.

Jean-Michel Marcoux et Jean-François Tremblay (2004) *Le néopopulisme de choi-fm: de l'expansion de la logique consumériste. Profil socioéconomique et sociopolitique des auditeurs mobilisés*, Québec, Université Laval.

Sun Tzu, (Inconnu) *L'art de la guerre*. Ré-éd. de 1972. Belgique, Primento Éditions.

## Articles

Denis Lessard, «Droits de scolarité: le caucus libéral divisé», La Presse, Montréal, 28 avril 2012.

Éric Duhaime, «Merci GND!», Journal de Québec, Québec, 22 avril 2012.

Fabienne Vinet, «Regard de la presse sur la grève étudiante», Conseil de presse du Québec, Montréal, 24 avril 2012.

Jean Marc Léger, «Regénération», Journal de Montréal, Montréal, 16 avril 2012.

Judith Lachapelle, «Manif du 22 mars: combien étaient-ils?», La Presse, Montréal, 21 avril 2012.

Léa Clermont Dion, «Femmes de grève», Gazette des femmes, Montréal, août 2012.

Martin Lukacs, «Quebec student protests mark 'Maple spring' in Canada», The Guardian, UK, 2 mai 2012.

Stéphane Baillargeon, «Le Conseil de presse blâme Richard Martineau», Le Devoir, Montréal, 2 octobre 2012.

### **Sources Web**

Assemblée nationale (2012), <http://www.assnat.qc.ca>, page consultée le 25 septembre 2012.

ASSÉ (2012), [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca), page consultée le 3 octobre 2012.

CLASSE (2012), *Manifeste de la CLASSE*, <http://www.bloquonslahausse.com>, page consultée le 18 septembre 2012.

COBP (2012), <http://cobp.resist.ca>, page consultée le 18 septembre 2012.

FECQ (2012), <http://fecq.org>, page consultée le 3 octobre 2012.

FECQ et FEUQ (2012), <http://1625canepassepas.ca>, page consultée le 15 septembre 2012.

FEUQ (2010), *Sources et modes de financement des étudiants de premier cycle-2009*, <http://www.feuq.qc.ca>, page consultée le 8 octobre 2012.

FEUQ (2012), <http://feuq.qc.ca>, page consultée le 3 octobre 2012.

Grève2012, (2012), <http://greve2012.org>, page consultée le 25 septembre 2012.

Jean-François Lisée (2012), *Comment on tue la démocratie étudiante*, <http://www2.lactualite.com>, page consultée le 10 septembre 2012.

Maxim Fortin (2012), *Grève et élections: considérations politiques et stratégiques*, [www.aess-ul.org](http://www.aess-ul.org), page consultée le 8 octobre 2012.

Nicolas Phébus (2012), *Québec, c'est compliqué...*, <http://nicolasphebus.tumblr.com>, page consultée le 28 août 2012.

Pierre Bourdieu (1972), *L'opinion publique n'existe pas*, <http://www.homme-moderne.org>, page consultée le 7 octobre 2012.

TaCEQ (2012), [www.taceq.org](http://www.taceq.org), page consultée le 3 octobre 2012.

Sondage CROP-FECQ (23 mars, 2012), <http://fr.scribd.com>, page consultée le 2 octobre 2012.

Sondage CROP-La Presse (31 mars, 2012) <http://www.lapresse.ca>, page consultée le 4 octobre 2012.

Sondage CROP-La Presse (4 mai, 2012), <http://www.lapresse.ca>, page consultée le 4 octobre 2012.

Sondage Harris-Decima (17 mai, 2012) <http://www.cfs-fcee.ca>, page consultée le 2 octobre 2012.

Sondage Léger-Marketing (30 mars, 2012), <http://tvanouvelles.ca>, page consultée le 2 octobre 2012.

Sondage Léger-QMI (3 mai, 2012), <http://tvanouvelles.ca>, page consultée le 6 septembre 2012.

Sondage TVA-Léger Marketing (21 mai, 2012), <http://tvanouvelles.ca>, page consultée le 29 septembre 2012.

### **Entrevues**

Entrevues (2012), entretiens de type semi-directif réalisés du 9 au 15 septembre 2012 au Pavillon DKN de l'Université à Laval. 11 personnes ayant participé au mouvement de grève ont été questionnées.